

[Text]

Maybe other people at the table have some more specific information on that in the case of Burma.

Mr. Yawnghwe: The United Nations development program has something called the border areas development project, and what they are doing is twofold. One, they are helping to build hospitals and schools in the areas controlled by the drug warlords to give benefit to the people who are on their side. At the same time, they are also building highways. Of course they say that's to take the goods to market, but the question is, what goods? The opium? The second thing is the roads will be used by the military to get further into areas controlled by the resistance. So most people see those kinds of aid as helping the military to retain control rather than really helping the country to develop.

Mrs. Gaffney (Nepean): I, too, wish to give my welcome to you, Prime Minister.

Mr. Broadbent, thank you for facilitating his visit to this committee.

• 1800

I am very frustrated, not just with the rape and the pillage and the murder of your country, through its resources, through its people, through its environment, through its political system. . . It seems to be happening in so many countries in the world, and we in our democratic societies feel very helpless about it. If you look at what's happening not only in Myanmar-Burma but in Yugoslavia, Sri Lanka—I was in Sri Lanka in February—where you have the Tamils and the Sinhalese ethnic conflict. . . We see the recent elections in Czechoslovakia. We don't know what's going to happen there. Haiti was mentioned.

I'm wondering if the role of the United Nations should be redefined. They say they cannot resolve ethnic conflicts; they're finding that out in Yugoslavia. If you look at the history of what's happened at the United Nations Human Rights Conference in Geneva, every year Burma is raised before the commission, every year they say we must do something, and every year we don't seem to be any further ahead in resolving the conflict in Burma.

I know many of us have raised the issue in the House of Commons. I'm the human rights critic for the Liberal Party. I certainly have raised it. We hear on occasion that to provide sanctions is going to hurt the very people who need to be helped the most. I hear Canada is guilty, as is Australia or New Zealand, of tapping into the resources and destroying the resources.

[Translation]

Il y a peut-être quelqu'un d'autre qui possède des renseignements plus précis à ce sujet, en ce qui concerne la Birmanie.

M. Yawnghwe: Dans le cadre du programme de développement des Nations Unies, il y a le projet de développement des régions frontalières dont l'action comporte deux volets. Par le biais de ce projet, les Nations Unies aident à construire des hôpitaux et des écoles dans des régions contrôlées par les barons de la drogue, et ce, afin de venir en aide à la population qui est de leur côté. Parallèlement à cela, on construit aussi des routes. Évidemment, on dit que cela vise à favoriser le transport des produits vers les marchés, mais de quels produits s'agit-il, exactement? D'opium? Deuxièmement, ces routes risquent d'être utilisées par les militaires pour élargir leur emprise sur les régions contrôlées par la résistance. La plupart des gens voient donc dans ces formes d'aide un élément qui permet au régime militaire de conserver le contrôle de la situation plutôt qu'une assistance réelle au développement du pays.

Mme Gaffney (Nepean): Je vous souhaite moi aussi la bienvenue, monsieur le Premier ministre.

Monsieur Broadbent, je vous remercie d'avoir facilité sa visite à notre comité.

Je suis très choquée, non seulement par le pillage de vos ressources naturelles et de votre environnement, mais aussi par les meurtres et les viols qui se commettent dans votre pays, en raison du régime politique qui y règne. . . De tels crimes sont monnaie courante dans tellement de pays aujourd'hui, et nous, dans nos sociétés démocratiques, nous nous sentons vraiment impuissants devant de tels événements. Si l'on considère ce qui se passe aujourd'hui, non seulement à Myanmar-Birmanie, mais en Yougoslavie, à Sri Lanka—où j'étais, en février dernier—où nous sommes témoins du conflit ethnique qui existe entre les Tamouls et les Cingalais. . . Nous savons ce qui s'est passé lors des élections que l'on a tenues dernièrement en Tchécoslovaquie. Nous ne savons pas ce que réserve l'avenir en Tchécoslovaquie. Et l'on a aussi fait mention de la situation qui prévaut à Haïti.

Je me demande s'il ne faudrait pas redéfinir le rôle des Nations Unies. Les représentants des Nations Unies disent être impuissants à résoudre les conflits ethniques; c'est la constatation qu'ils font à l'heure actuelle en Yougoslavie. Chaque année, le cas de la Birmanie revient devant la Conférence des Nations Unies, sur les droits de l'homme à Genève, chaque année, on dit qu'il faut faire quelque chose, et année après année, rien ne bouge, le conflit perdure en Birmanie.

Je sais que nombre d'entre nous ont soulevé la question à la Chambre des communes. Je l'ai sûrement fait, personnellement, en tout cas, en tant que critique du Parti libéral en matière de droits de la personne. De temps à autre, certains disent qu'imposer des sanctions nuira aux personnes mêmes qui ont le plus besoin d'aide. Le Canada est coupable, tout comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, d'exploiter les ressources et de les détruire.